



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

228 | Octobre-Décembre 2004
Varia

Timor Lorosa'e : naissance d'un nouvel État

Olivier Sevin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/496>

DOI : 10.4000/com.496

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2004

Pagination : 387-424

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Olivier Sevin, « Timor Lorosa'e : naissance d'un nouvel État », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 228 | Octobre-Décembre 2004, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/496> ; DOI : 10.4000/com.496

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Timor Lorosa'e : naissance d'un nouvel État

Olivier Sevin

- 1 Le 20 mai 2002, après quatre siècles et demi de colonisation portugaise et près de 25 ans d'occupation indonésienne, la partie orientale de l'île de Timor accède à l'Indépendance sous le nom de Timor Lorosa'e, qui signifie « Timor soleil levant ». Quelques mois plus tard, le 27 septembre, le nouvel État devient le 191e membre des Nations unies ; il prend alors le nom officiel de République Démocratique du Timor-Oriental (AFP, 2002, p. 4).
- 2 Le pays est né dans la douleur : envahi par les troupes de son puissant voisin le 7 décembre 1975, puis devenu la 27e province de la République d'Indonésie en juillet de l'année suivante, le Timor-Oriental s'est libéré dans un bain de sang. Une guérilla meurtrière a opposé durant près d'un quart de siècle le FRETILIN (Frente Revolucionaria de Timor-Leste Independente, Front révolutionnaire pour l'Indépendance de Timor-Oriental), mouvement de libération d'inspiration marxiste, à l'armée indonésienne, et a fait plusieurs centaines de milliers de morts. Puis, à la suite du référendum d'autodétermination du 30 août 1999 qui a marqué la victoire des indépendantistes, des massacres orchestrés par les milices intégrationnistes soutenues en sous-main par l'armée indonésienne se sont multipliés. Seul l'envoi par l'ONU d'une force multinationale chargée du maintien de la paix ainsi que l'instauration d'une administration transitoire (UNTAET : United Nations Transitory Administration for East Timor) ont permis de rétablir le calme : fin août 2001, des élections générales ont permis de désigner les membres d'une Assemblée constituante et le 14 avril 2002, le leader indépendantiste Xanana Gusmao a été élu président de la République au suffrage universel.
- 3 Cette accession difficile à l'Indépendance pose trois grandes séries de questions. La première concerne les raisons de l'intervention surprise puis du retrait tout aussi brutal de l'Indonésie. Il est ensuite légitime d'évoquer le thème de l'échec de la politique d'intégration menée par l'Indonésie pendant près de 25 ans et de s'interroger sur ses motifs. La question mérite d'autant plus d'être soulevée que les investissements indonésiens dans la partie orientale de Timor ont été considérables et que nombre d'Indonésiens, que ce soit dans le petit peuple ou parmi les élites, n'ont toujours pas

compris les raisons de leur rejet. Enfin, il convient d'évoquer les perspectives d'avenir de ce nouveau pays et de poser la question de sa viabilité.

Naissance et affirmation d'une identité

- 4 La question de l'identité timoraise est singulière. En effet, Timor fait partie de l'archipel de la Sonde dont il ne constitue qu'une île parmi d'autres, et sa partie orientale ne possède aucune caractéristique naturelle particulière. Ceci laisserait à penser que l'individualité du Timor-Oriental repose essentiellement sur une colonisation originale. Mais les Portugais n'ont pas laissé leur empreinte qu'à Timor, même s'ils y sont restés plus longtemps qu'ailleurs : leur héritage culturel est très présent dans l'ensemble des îles de la Sonde, en particulier à Flores.

Timor fait partie de l'archipel de la Sonde

- 5 L'archipel de la Sonde, de Bali, à l'ouest, à Alor, à l'est, et de la côte nord de Flores à la côte sud de Roti, comprend plusieurs milliers d'îles et d'îlots dont la superficie totale n'excède pourtant qu'à peine 88 000 km². Cet ensemble très fragmenté s'inscrit dans un immense rectangle de 1 200 km de long sur 320 de large, compris entre 123° 25' et 127° 19' de longitude E et 8° 17' et 10° 22' de latitude S¹. Timor constitue l'île la plus vaste : ses 31 500 km² représentent environ 5,5 fois la superficie de Bali, soit près de 36 % de l'ensemble. Quant à Timor-Oriental, il couvre un peu moins de 15 000 km², soit un peu plus de 47 % de la superficie totale de l'île.
- 6 Timor ne présente pas de caractères physiques particuliers. L'archipel de la Sonde comme l'ensemble de l'Est indonésien, présente une structure arquée tout à fait caractéristique qui s'explique par la compression qu'exercent contre la plaque eurasiatique les plaques indo-australienne et pacifique. Autour du môle que représente la plate-forme de la Sonde, s'enroulent deux guirlandes : une guirlande interne d'îles volcaniques que l'on suit de Sumatra aux Philippines en passant par Java et les îles de la Sonde internes (Bali, Lombok, Sumbawa, Flores...), ainsi qu'une guirlande externe, non volcanique, au sein de laquelle s'inscrivent les îles de la Sonde externes dont Timor (Biro, 1970, p. 289). Cet arc externe, qui va des îles Andaman et Nicobar à Sulawesi via Ceram, est longé de fosses très profondes, bordées, du côté intérieur, de l'axe des anomalies négatives de la pesanteur (Eiby, 1974, p. 148). C'est une ride d'accrétion, ce qui explique l'absence de volcanisme (Hamilton Warren, 1988).
- 7 Le relief de Timor est montagneux : 35 % de la superficie de l'île sont à une altitude supérieure à 500 m au-dessus du niveau de la mer ; 13 % au-dessus de 1 000 m². Le centre de l'île est occupé par des montagnes vigoureuses : dans le seul Timor-Oriental, treize sommets dépassent 1 000 m d'altitude. Le plus haut, le mont Tatamailo, culmine à 2 963 m³. Au sein de ces hautes terres, il est difficile de repérer de grandes directions du relief tant l'ensemble est confus, constitué essentiellement de nappes de la fin du Miocène charriées sur des flysch et des calcaires, l'ensemble ayant été repris en un vaste anticlinal postérieur au Quaternaire (Biro, 1970, p. 294-295).
- 8 Les conséquences en matière d'occupation humaine sont importantes. Les pentes sont fortes et les traversées de l'île du nord au sud toujours très difficiles. Ainsi, pour rejoindre Suai, sur la côte méridionale, depuis Dili, il faut d'abord littéralement « escalader » les hautes terres qui surplombent la capitale en un véritable escarpement (photo 1), avant de rejoindre Aileu, puis traverser une succession de bassins rizicoles encaissés jusqu'à Maubisse. À partir de là, les pentes deviennent vertigineuses : seuls des engins puissants équipés de 4 roues motrices réussissent à franchir la trentaine de kilomètres qui sépare Maubisse d'Ainaro. Quant à la descente en direction de la mer de Timor, elle s'effectue par

une route bordée de précipices. Globalement, en l'absence de matériaux volcaniques, les sols sont médiocres et rocaillieux (photo 2).

- 9 Les plaines et les bassins sont peu nombreux et toujours de faible étendue. Sur la côte septentrionale, les espaces plans ne sont réellement développés qu'à la frontière avec le Timor occidental, autour de Maliana. De Batugede à Baucau la plaine côtière est très étroite et disparaît même à l'extrémité orientale de l'île, de Lautem à Tutuala : la montagne tombe alors directement dans la mer. Les plaines littorales sont un petit peu plus vastes sur la côte méridionale, en particulier autour de Suai et d'Aliambata à Betano. Les bassins intramontagnards sont de dimensions modestes : bassins de Daisoli, d'Aileu, de Maubisse, de Lospalos... Au total, plaines et bassins ne couvrent guère que 7 à 8 % de la superficie du pays⁴. Mais, cette fois encore, la situation n'a rien d'exceptionnel, les plaines ne sont guère plus développées dans les îles voisines de Flores ou de Sumba.
- 10 On peut tenir le même raisonnement en ce qui concerne les caractères bioclimatiques de l'île. On sait qu'à partir de l'extrémité orientale de Java, dans toutes les îles de la Sonde, la sécheresse s'accroît au fur et à mesure que l'on progresse vers l'est, Timor ne constituant pas un cas particulier. Le total des précipitations diminue (1 518 mm par an à Surabaya, 1 476 mm à Sumbawa Besar, 565 mm à Manatuto)⁵ de même que le nombre de jours de pluie (113 jours par an à Surabaya, 45 jours par an à Manatuto)⁶, tandis que la saison sèche s'allonge : à Timor, elle dure de 4 à 6 mois dans les montagnes de l'intérieur de l'île, et plus de 6 sur la côte nord⁷. À Manatuto, par exemple, les mois de mai à novembre sont secs, les pluies tombant de décembre à avril⁸. Globalement, il est possible de distinguer trois grands ensembles climatiques : les montagnes centrales où la pluviométrie est abondante à cause de l'orographie (2 585 mm à Ermera, 2 322 mm à Baguia), la côte méridionale qui reçoit des pluies modérées, et la côte septentrionale où la sécheresse est prononcée une bonne moitié de l'année (887 mm à Atauro)⁹.
- 11 Dans le détail, les nuances régionales ne manquent cependant pas, l'exposition aux vents dominants jouant un rôle fondamental. Ainsi, les deux stations de Baucau, sur la côte septentrionale, et de Viqueque sur le versant méridional de la chaîne centrale, obéissent-elles à des régimes pluviométriques contrastés. Viqueque reçoit les précipitations les plus abondantes en mai alors que souffle l'alizé du sud-est qui s'est humidifié lors de son parcours océanique. Baucau reçoit, au contraire, le maximum de pluies en février lorsque l'alizé de l'hémisphère nord atteint la côte septentrionale après un long trajet maritime. Dans les deux cas cependant, la saison sèche est marquée d'août à octobre, l'anticyclone australien recouvrant la région (Daveau et Ribeiro, 1973, p. 44-46).
- 12 À Timor, comme dans le reste des îles de la Sonde, le climax est forestier, mais la végétation porte la trace de la sécheresse et des incendies. La végétation originelle est la « forêt de mousson », c'est-à-dire une forêt mixte, en partie sempervirente, en partie caducifoliée. Sa composition floristique est très caractéristique : sont particulièrement représentés les acacias (*Acacia leucophloea* Willd.), les jujubiers (*Zizyphus jujuba* L.) et les eucalyptus (*Eucalyptus platyphylla* Auct., *E. alba* Reinw.) (Jacobs, 1974, p. 301-302). Cependant, les endroits épargnés par les feux étant rares en-dessous de 1 000 m, 000 000 arbres représentatifs de cette forêt de mousson comme les *Podocarpus*, les *nitas* (*Sterculia foetida* L.), les camplong (*Callophyllum teysmannii* Zol. Et Mor.), ou les kemiri (*Aleurites moluccana* Willd.), ne subsistent plus que sous forme de bouquets d'arbres isolés. Quant au célèbre bois de santal célébré par Camões (*Santalum album* L.) (Camoës, 1572), il pousse naturellement entre 600 et 1 000 m d'altitude entre la forêt de mousson et la forêt de l'étage montagnard, aux côtés du kayu kuning (*Cudrania*

javanensis Trec.). Au-dessous de 1 000 m, la forêt a cédé la place à différentes savanes anthropiques : savane à palmiers gebang (*Corypha gebanga* Bl.) et à palmiers lontar (*Borassus flabellifer* L.) dans les plaines côtières (photo 3) ; savanes à eucalyptus sur sols calcaires ; savanes à acacias dans lesquelles dominent les kabesak (*Acacia leucophloca* Willd.) et les kesambi (*Schleichera oleosa*) ; savanes à cemara (*Casuarina junghuhniana* Miq.) sur les sols les plus pauvres (Ormeling, 1956, p. 57-59).

Une lente individualisation depuis le XVI^e siècle

- 13 On ne sait quasiment rien de Timor avant l'arrivée des Européens dans les mers insulindiennes. Les Portugais touchent l'île les premiers : en 1514, des Dominicains s'y installent (C.F., 2000, p. 12). Puis les Espagnols, partis avec Magellan, abordent les rivages timorais quelques semaines après sa mort à Mactan le 26 avril 1521. De fait, le premier Européen à nous renseigner sur les réalités timoraises est Pigafetta, l'historiographe de l'expédition. Au plan humain, Timor ne semble alors pas différente des autres îles de l'archipel de la Sonde.
- 14 Pigafetta ne nous apprend pas grand-chose sur les Timorais si ce n'est que « l'île est entièrement habitée » (Pigafetta, 1801, p. 215), que les habitants vivent nus¹⁰, et qu'ils sont animistes¹¹.
- 15 Pigafetta nous apprend, en outre, que Timor, comme l'ensemble des îles de la région, est déjà bien intégrée dans les circuits du commerce au long cours. Les Timorais sont célèbres pour leurs exportations de bois de santal¹² et de cire. Les commerçants viennent de loin : de Malaka, de Java et même de Luzon¹³. L'élevage est également bien développé comme en témoigne le troc auquel se livrent les Espagnols¹⁴.
- 16 À partir de Malaka conquise en 1511, les Portugais s'établissent à Lifau et à Kupang dans les années 1520, puis construisent un fort dans l'île voisine de Solor en 1566 (Cribb, 2000, p. 99). À la fin du xvie siècle, ils commercent de la côte occidentale de l'Afrique au Japon en passant par l'Inde. En Asie du Sud-Est insulaire, l'Estado da India repose sur un réseau d'une douzaine de comptoirs disséminés d'Aceh aux Moluques¹⁵. Certes, l'empire commercial portugais est fragile – les indigènes se révoltent et les Portugais sont chassés de Ternate en 1574, puis du Japon en 1637 (ibid., p. 105) ; la couronne du Portugal échoit à l'Espagne en 1580 ; les Hollandais s'emparent de Solor en 1613 et s'installent à Kupang, dans la partie occidentale de Timor, en 1653-1655 (ibid., p. 99.), mais en dépit de leur faible nombre, les Portugais exercent une profonde influence sur les populations. Ils redessinent la carte religieuse de l'archipel, introduisent la civilisation urbaine et, d'une manière générale, favorisent une première individualisation des populations.
- 17 Sur le plan religieux, l'essor du christianisme bloque l'expansion de l'islam vers l'est. Guillaume Dampier qui visite l'île à l'extrême fin du xvii^e siècle en témoigne. L'islam, dans sa version malaise, jusqu'alors conquérant parmi les animistes, recule au profit du catholicisme romain : « Je m'informai de leur Religion ; mais on me dit qu'ils n'en avoient point. » (Dampier, 1723, p. 63). Un peu plus loin, il ajoute : « À la faveur de cette langue [le malais], la Religion Mahométane s'étoit répandue dans ses quartiers, avant qu'aucun Chrétien de l'Europe y fût venu ; mais à présent, quoi que cette langue y soit encore en usage, le Mahométisme y tombe partout où les Hollandois et les Portugais sont établis... » (ibid., p. 67)
- 18 En effet, au xviii^e siècle, les Dominicains entreprennent de gros efforts d'évangélisation des populations de l'île. Ils rentrent en conflit avec les Makassar qui sillonnent les mers orientales de l'archipel, et avec leur allié timorais converti à l'islam, le souverain de la

petite principauté de Waiwiku-Wehale (Belu) dont le centre de gravité est le centre de la partie orientale de l'île (Jolliffe Jill, 1978, p. 25). Aujourd'hui, alors que la population de l'archipel indonésien est musulmane à hauteur de 87 %, et la population des îles de la Sonde (hors Bali) à hauteur de 48 %, la quasi-totalité des Timorais de la partie orientale de l'île sont chrétiens.

- 19 Les Portugais sont à l'origine de la création des premières véritables agglomérations urbaines comme en témoigne la description que G. Dampier fait de Lifau en 1699 :
 « Il y a une Église et quarante ou cinquante maisons, toutes basses et fort chétives. Leurs murailles sont presque toutes d'argile, ou de claies enduites de terre grasse ; les côtes sont faits de planches, et le dessus n'est couvert que de feuilles de Palmier ou de Palmeto. L'Église est très petite : le bout Oriental est garni de planches jusques au sommet : mais les côtes et le bout Occidental n'en ont qu'à la hauteur de trois ou quatre pieds de terre : tout le reste est ouvert. Il y a d'ailleurs un petit Autel, avec deux marches pour y monter, et l'on y voit une ou deux Images, qui ne valent pas grand'chose. » (Dampier, 1723, p. 51)
- 20 Aujourd'hui, en dépit d'un taux d'urbanisation très modeste (un peu moins de 8 % contre plus de 11 % pour l'ensemble des îles de la Sonde orientales¹⁶ ; outre Dili, la capitale, Timor-Oriental compte 12 petites bourgades¹⁷.
- 21 La colonisation portugaise de la partie orientale de Timor est très originale, très différente de son homologue néerlandaise pour différentes raisons (métropole faiblement peuplée, pauvre, restée longtemps sous-industrialisée...). Globalement, en dépit d'une présence de plus de quatre siècles et demi, le Portugal n'accorde jamais une grande importance à sa colonie. Les Portugais d'origine sont toujours très peu nombreux et l'administration de la colonie s'effectue sur un mode indirect qui fait la part belle aux intérêts locaux. Tous ces éléments concourent à l'affirmation progressive d'une identité timoraise.
- 22 Durant des siècles, la présence portugaise reste mal assurée. Les concurrents hollandais mettent à mal les établissements lusitaniens. En 1605, la VOC (Vereenigde Oostindische Compagnie) s'installe à Ambon, puis à Ternate en 1607 (Zainu'ddin Ailsa, 1980, p. 79) en 1620, elle lance une attaque contre Larantuka dans le nord de l'île de Flores ; en 1613, ses représentants abordent à Timor et s'installent à Kupang en 1653 (Ricklefs, 1994, p. 66) où ils installent leur administration (au fort Concordia en 1657) (Ormeling, 1956, p. 117) ; un siècle plus tard, en 1751, la VOC s'empare de la partie occidentale de l'île. L'épilogue se place dans la seconde moitié du xix^e siècle. En 1859, le Portugal abandonne aux Pays-Bas, Paga, Sikka et Larantuka sur l'île de Flores et, en échange, se voit reconnaître ses droits sur la partie orientale de Timor, sur l'île d'Atauro, ainsi que sur les enclaves de Noimuti, Tamiru-Ailala, et Tahakay à Timor-Occidental, qui seront échangées contre Maucatar en 1904 (Cribb, 2000, p. 121).
- 23 Les Portugais ont également maille à partir avec les populations indigènes. Une longue série de révoltes émaille leur séjour dans la région ; en dresser la liste exhaustive est quasiment impossible. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'île n'est toujours pas pacifiée au début du xx^e siècle : en 1912, la révolte contre les Portugais prend une telle ampleur que le gouvernement colonial est contraint de faire bombarder le sud de l'île par un navire de guerre venu de Macao (Jolliffe, 1978, p. 35-39).
- 24 La colonie coûte extrêmement cher et le Portugal est pauvre : en 1863 et 1864, les Portugais sont contraints d'emprunter de fortes sommes aux Néerlandais pour payer soldats et fonctionnaires ; en 1943, 1944 et 1945, par trois fois, le gouvernement japonais

accorde un prêt afin de régler les salaires des militaires et des fonctionnaires. Les Portugais songent à abandonner, voire à revendre, leurs possessions à de multiples reprises. Alors que le bois de santal commence à se faire rare, l'abandon de l'île est envisagé une première fois en 1766 suite au siège de Lifau. En 1850, le Gouverneur Lopes de Lima cède Solor et Larantuka aux Pays-Bas en échange de Maubara et d'une somme de 200 000 florins, mettant le gouvernement de Lisbonne, incapable de rembourser une telle somme, devant le fait accompli (ibid., p. 41). En 1888, à Lisbonne, un député propose la vente du Timor, proposition réitérée en 1891. En 1896, il est question de procéder à un échange avec l'Espagne et de céder Timor contre l'île de Fernando Po. Il est même question de vendre le Timor-Oriental à l'Allemagne en 1905 (C.F., 2000, p. 12-19).

- 25 Les Portugais d'origine sont très peu nombreux. En 1699, G. Dampier ne dénombre à Lifau que trois Européens : « [...] Je ne vis ici que trois Blancs, deux desquels étoient prêtres. » (Dampier, 1723, p. 52)
- 26 La faiblesse des Portugais est extrême :
« Quoi que cette Place soit pour la force et pour le trafic, la seconde de toutes celles que les Portugais occupent ici, elle ne saurait résister à cent hommes. [...] Du moins les Pirates [...] s'y rendirent [...], ils pillèrent les maisons, y mirent le feu, et se retirèrent sans trouver aucun obstacle. On m'a dit avec tout cela que les Portugais y peuvent assembler cinq ou six cens hommes en vingt-quatre heures de tems [...]. » (ibid., 1723, p. 53)
- 27 Au fil des siècles, le peuplement proprement portugais ne s'accroît guère : en 1950, sur les 442 378 habitants que compte la colonie, seuls 568 sont d'origine européenne, et 2 022 considérés comme métis, soit moins de 6 % (Weatherbee, 1966, p. 684).
- 28 Durant plus de quatre siècles, le mode d'administration du Timor oriental par le Portugal est très différent du mode de contrôle exercé par les Hollandais dans le reste de l'archipel insulindien. L'autorité portugaise à Timor ne devient autonome que très tard, seulement à partir de 1896. La partie orientale de l'île est d'abord administrée depuis Goa, puis à partir de Macao, mais le pouvoir colonial reste longtemps mal assuré : « Il y vient aussi quelquefois un Vaisseau de Goa. » (Dampier, 1723, p. 53) « [...] Le Vice Roi de Goa ne leur fournit aucune chose. » (ibid., p. 54)
- 29 Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, on ne sait pas qui contrôle réellement l'île, comme en témoigne l'observation de G. Dampier en 1699 :
« Le principal Officier de l'Isle se nomme Antonio Henriquez : Ils lui donnent le titre (sic) de Capitaine More ou Major. On dit que c'est un blanc, et qu'il y a été envoyé par le Vice-Roi de Goa. [...] La seconde personne de l'isle est Alexis Mendosa Lieutenant [...]. C'est un petit homme de race Indienne [...]. Il parle Indien et Portugais ; il professe la Religion Catholique Romaine [...]. Il y a un autre Lieutenant à Laphao, qui est aussi d'extraction Indienne... » (ibidem, p. 53-54)
- 30 Un peu plus loin, il ajoute : « [...] Avec toute leur vanterie ; ils sont très faibles ; puisqu'ils n'ont que peu d'armes et guère (sic) de poudre, ni Fort ni Magasin [...]. Car quoi qu'ils prétendent vivre sous la domination du Roi de Portugal, ils sont presque indépendants (sic) et ne relèvent d'aucun Gouvernement. » (ibid., p. 54)
- 31 L'autorité de Lisbonne est si faible que, par deux fois, en 1695 et en 1702, les représentants du roi du Portugal ne réussissent pas à s'imposer. Une fois encore, G. Dampier en témoigne : « Il n'y avait pas longtemps que le Vice-Roi de Goa avait envoyé ici un Officier militaire pour y exercer sa charge, mais le Capitaine Major le mit aux fers, le renvoya sur son vaisseau, et dit au Maître, qu'il n'avoit besoin d'aucun Officier et qu'il

en pouvait faire ici de meilleurs, que tous ceux qui lui viendroient de Goa. » (ibidem, p. 54-55)

- 32 Les Portugais doivent composer avec les principaux différents éléments de la société timoraise : les roitelets indigènes, les Chinois et les métis. Autant que l'on sache, au xvie siècle, lorsque les Portugais abordent les rivages de Timor, l'île est divisée en plusieurs dizaines de petites principautés (liurai) regroupées en deux confédérations dominées par deux roitelets : le royaume de Wehale ou Belu dans les parties centrale et orientale de l'île, et le royaume de Serviao ou Sonbai dans la partie occidentale, à l'exception du port de Kupang qui semble jouir d'une relative indépendance. Ce découpage grossier résulte vraisemblablement de l'histoire du peuplement de l'île. Il semblerait, en effet, que les habitants originels de l'île, les Atoni, aient été refoulés, peut-être vers le xive siècle, par des nouveaux venus arrivés de l'Ouest, les Tetum ou Belu. Ces derniers se seraient alors installés dans la partie orientale de l'île, repoussant les Atoni vers l'ouest (Lebar, 1972, p. 97).
- 33 Les études linguistiques semblent confirmer cette hypothèse. Parmi la vingtaine de langues parlées dans la partie orientale de Timor, la majorité d'entre elles relève du fonds linguistique austronésien, qui s'étend depuis la Polynésie jusqu'à Madagascar et dont l'archipel constitue un sous-ensemble autrefois qualifié d'« indonésien » et, aujourd'hui, de groupe austronésien occidental (Lombard, 1977 ; Thomaz, 2002). Ces langues voisinent avec des langues papoues apparentées aux langues mélanésiennes dans l'intérieur montagneux de l'île (Bellwood, 1992, p. 110-111). Au premier groupe se rattachent des langues comme le mambai, le tocodede, le galoli, l'idate et, bien sûr, le tetum devenu lingua franca, et au second, des langues comme le bunak, le macassai, le uaimoa, le cairui... (Capell, 1944, p. 313-314). Les études de nature anthropologique vont dans le même sens. Elizabeth G. Traube montre, à propos des Mambai, que l'on retrouve toujours à divers niveaux (rituels, réseaux d'alliances, échanges de biens et de prestations) un dualisme marqué reposant sur l'opposition peuples côtiers/peuples de l'intérieur (Traube, 1995-1997).
- 34 Les Portugais sont faibles et peu nombreux. Ils n'ont pas la possibilité de contrôler militairement l'île en dépit de leur victoire de 1642 sur les royaumes de Wehale et de Sonbai¹⁸. Ils sont donc contraints de jouer de l'opposition populations littorales/populations de l'intérieur pour asseoir leur autorité. Elizabeth G. Traube explique que les réseaux précoloniaux qui associaient toujours peuples côtiers symbolisant l'ouverture sur le monde extérieur et peuples de l'intérieur censés représenter la quintessence de l'île et être dotés de pouvoirs de nature supra-naturelle, les premiers recevant des dons des seconds qui, en retour, bénéficiaient de prestations en échange des rituels qu'ils assuraient, ont été instrumentalisés par les colonisateurs. Ces derniers ont réussi à s'insérer dans les réseaux d'alliance, de dons et de contre-dons : ils ont contracté des alliances avec les chefs locaux, quitte à distribuer des titres et des brevets recevant en échange des tributs en nature, pour progressivement se substituer aux roitelets des principautés côtières (ibidem, p. 48). En s'insérant au sein d'un schéma binaire qui fait de l'étranger le détenteur de l'autorité politique une fois qu'il a dominé les populations installées antérieurement, les Portugais ont ainsi réussi à légitimer leur emprise sur l'île sur le plan idéologique et à compenser leur infériorité numérique. Ils se sont progressivement identifiés à la figure du « roi étranger » (ibid., p. 48). Elizabeth G. Traube explique ainsi le

peu d'empressement mis par les Mambai à contester l'autorité coloniale, du moins jusqu'au milieu des années 1970 (ibid., p. 50-55).

- 35 Les Portugais ont dû également composer avec les Chinois. Ces derniers constituent une communauté relativement nombreuse à Lifau : « Il y a d'ailleurs un petit nombre de Chinois [...] ». » (Dampier, 1723, p. 52)
 - 36 Ils viennent du littoral méridional de la Chine et utilisent le renversement saisonnier des vents de mousson pour se livrer à un commerce annuel : « Les Chinois de Macao envoient ici toutes les années, à ce qu'on me dit, une vingtaine de petits Vaisseaux. Ils y apportent du ris commun, de l'or mêlé, du thé, du fer, des instruments de fer, de la porcelaine, des soies, etc. Ils prennent en échange de l'or pur, tel qu'on le trouve sur les montagnes, de la cire, du bois de sandal, des Esclaves, etc. » (ibid., p. 52-53)
 - 37 Ils sont environ 5 000 en 1960 (Purcell, 1981, p. 3).
 - 38 Au contact des Européens, des petits groupes s'individualisent au sein de l'ensemble des populations timoraises. À l'ombre des factoreries, se développent de petites communautés de métis que les Hollandais qualifient de « Portugais noirs » parce que composées de descendants d'aventuriers ou de soldats européens mariés à d'anciennes esclaves des comptoirs portugais, appelés Larantuqueiros¹⁹ dans les îles de la Sonde et plus spécifiquement Topasses à Timor :
« La plupart des habitants de la Ville sont une espèce d'Indiens basanez de couleur de cuivre jaune, et qui ont les cheveux noirs et tout plats : ils parlent Portugais, et se disent Catholiques Romains ; mais ils prennent la liberté de manger de la viande quand ils veulent. Ils tirent vanité de leur religion et de leur extraction Portugaise ; ils se fâchoient même beaucoup, si quelqu'un les taxoit de n'être pas Portugais : cependant je ne vis ici que trois Blancs, deux desquels étoient Prêtres. » (Dampier, 1723, p. 52)
 - 39 Ces petits groupes topasses acculturés tranchent vigoureusement avec le reste des indigènes tels qu'ils nous sont décrits : « Les naturels originaires de cette île sont Indiens, ils ont la taille médiocre, le corps droit, les membres déliés, le visage long, les cheveux noirs et pointus, et la peau fort noire. [...] ils n'ont pour tout habit qu'un morceau de toile qu'ils attachent autour de leurs reins... » (ibid., p. 62-63)
 - 40 De fait, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, la famille topasse de Hornay échappe à tout contrôle. En 1653, une armée hollandaise commandée par Arnold de Vlaming van Oudshoorn est écrasée par les Topasses sur la côte méridionale à Amarasi (Jolliffe, 1978, p. 26). À la fin du siècle, Antonio de Hornay se comporte comme un roitelet indépendant (ibidem, p. 27). Il faut attendre la défaite des Topasses à Penfui en 1749 face aux troupes hollandaises pour que leur puissance commence à décliner. Vis-à-vis de la VOC, leur habileté consiste alors à reconnaître nominalement l'autorité du Portugal dont ils demeurent largement indépendants : en 1769, c'est pour échapper à l'emprise des Topasses qu'il ne parvenait pas à réduire, que le Gouverneur Antonio José Telles de Menezes décide d'abandonner Lifau pour Dili (ibid., p. 30-31). On le constate donc, à la fin du xviii^e siècle, la présence portugaise sur une bonne partie de l'île repose sur un malentendu : c'est finalement grâce aux Topasses que les Portugais se maintiennent face aux Hollandais qui, par ailleurs, les éliminent progressivement des autres îles. D'une certaine manière, cette alliance ambiguë préserve la société timoraise des ingérences extérieures (Taylor, 1997, p. 25 ; Cribb, 2000, p. 99).
- Poussière d'empire

- 41 Jusqu'au dernier tiers du xixe siècle, les Portugais n'ont qu'une action limitée. La description qu'Alfred Russel Wallace donne du pays en 1861 n'est guère différente de celle de G. Dampier un siècle et demi plus tôt : « Delli est une cité misérable comparée à la plus pauvre des villes hollandaises [...]. L'allure générale est celle d'une misérable cité indigène, et il n'existe aucun signe de mise en valeur ou de civilisation aux alentours. » (Wallace, 1869, p. 197)
- 42 Le portrait qu'il dresse de Balibo n'est guère plus flatteur : « Le village est composé de seulement trois maisons, avec des murs bas surélevés de quelques pieds par des pilotis, et des toîts végétaux très hauts dont les chaumes retombent jusqu'à deux ou trois pieds du sol. » (ibid., p. 199)
- 43 Il retrouve les mêmes oppositions que ses prédécesseurs entre populations littorales fortement métissées et populations de l'intérieur, que ce soit au niveau du type physique, ou du type d'habitat comme si le cours du temps avait été suspendu (ibid., p. 203).
- 44 Sur le plan économique, la situation n'a guère évolué depuis le xvii^e siècle. Le maïs constitue toujours la base de l'alimentation : « Le riz pousse bien sur les terres marécageuses qui, souvent, ourlent la côte, et le maïs sur toutes les terres basses ; c'est la nourriture de base des indigènes comme en 1699 lors de la visite de Dampier. » (ibid., p. 205)
- 45 Les principales exportations de la colonie sont toujours le bois de santal « [...] amené à Delli sous forme de billes de dimensions modestes pour être exporté essentiellement vers la Chine où il est utilisé sous forme de baguettes brûlées dans les temples ou dans les habitations des notables », les chevaux et la cire d'abeille (ibid., p. 207). La seule nouveauté est l'apparition des premières caféières développées par les Européens. A. R. Wallace est hébergé par un Anglais, le Capitaine Hart, qui possède une plantation : « [...] [il] cultive des caféiers sur une plantation au pied des collines. » (ibid., p. 197)
- 46 Les richesses minérales sont modestes et leur exploitation ne paraît guère prometteuse en dépit des espoirs du gouverneur portugais : « On trouve du minerai de cuivre en plusieurs endroits, mais de qualité médiocre. [...] »
- 47 On trouve également de l'or mais en quantité très limitée et de médiocre qualité. » (ibid., p. 202)
- 48 L'administration portugaise ne s'est guère développée avec le temps : « Le gouvernement portugais de Timor est des plus misérable. [...] Il n'y a pas le moindre résident européen dans l'intérieur de l'île. » (ibid., p. 205) D'ailleurs, la circulation est toujours aussi malaisée. Le réseau routier n'a absolument pas été développé, même autour de Dili : « [...] il n'y a pas eu un mile de route de construit au-delà de la ville. » (ibid., p. 205)
- 49 A. R. Wallace signale qu'il a dû mettre une demi-journée pour parcourir les 6 ou 7 miles qui séparent Balibo de la capitale en empruntant un mauvais chemin (ibid., p. 198).
- 50 Ainsi, à la veille de l'invasion indonésienne, la colonie portugaise possède une personnalité certaine. Le Timor oriental se distingue nettement des îles de la Sonde voisines. La partie orientale de l'île est beaucoup moins peuplée que la partie occidentale. Selon les derniers dénombrements portugais, la colonie est peuplée de 609 477 habitants en 1970 (Soesastro Hadi, 1989, p. 210), ce qui représente environ 42 % de la population totale de l'ensemble de l'île²⁰. Sur le plan culturel, les différences sont notables. En matière religieuse, par exemple, sur l'ensemble de l'île, l'écrasante majorité de la population est chrétienne (99,13 % à Timor-Oriental et 96,98 % à Timor-Occidental), mais,

dans la partie orientale, la population est essentiellement catholique (96,85 %), tandis que dans la partie occidentale de l'île, les Protestants représentent les deux-tiers de la population (62,13 %) ²¹. En matière d'éducation le contraste est tout aussi affirmé : en 1980 ²², alors que plus de 77 % des enfants de 7 à 12 ans sont scolarisés dans la partie indonésienne de l'île, un peu moins de 79 % des habitants du Timor-Oriental ²³ sont analphabètes ²⁴. Six ans après l'invasion indonésienne, en 1981-1982, Timor-Oriental ne compte toujours que 368 écoles primaires pour un total de 1 753 villages ²⁵. On comprend dans ces conditions que seul 1 % de la population du Timor-Oriental parle indonésien ²⁶.

51 Au plan économique, les contrastes sont également très accusés. La population du Timor-Oriental est essentiellement paysanne : l'agriculture fait vivre près de 90 % des familles, le secteur artisanal ou industriel 0,5 %, et les activités commerciales moins de 1 % ²⁷. L'agriculture est essentiellement vivrière : à la veille de l'intervention indonésienne, en 1973, les exportations de produits agricoles se limitent à 5 600 t de café et 1 400 t de coprah (Esmara, 1979) ; les principales productions sont le maïs (42 000 t), le manioc (28 000 t), le riz (25 000 t) et la patate douce (14 000 t) ²⁸. Les rendements sont médiocres : dans la seconde moitié des années 1970, ils s'établissent moins de 800 kg/ha pour le paddy (Soesastro Hadi, 1989, p. 211) contre 1,3 t en riziculture sèche et un peu plus de 3 t en riziculture irriguée dans le reste de l'Indonésie ²⁹ (photo 4).

52 Enfin, au plan politique, depuis 1963, la partie orientale de Timor a gagné une certaine autonomie : l'île est administrée par un gouverneur nommé par le président portugais, assisté d'un conseil législatif de 11 membres élus et de 3 hauts fonctionnaires. La vie politique reste néanmoins embryonnaire (Richer, 1981, p. 230-232).

La 27^e province indonésienne

53 Le 16 mai 1974, à la suite de la « Révolution des œillets », le Général Spínola décide d'affranchir les colonies portugaises. Très rapidement, alors qu'aucune réelle tradition politique n'existe dans la colonie, surgissent trois partis : l'UDT (Uniao Democratica Timorese), parti modéré, partisan d'une indépendance graduelle ; l'APODETI (Associação Popular Democratica Timorese), favorable à l'intégration au sein de la République indonésienne ; et l'ASDT (Associação Social Democratica Timor) qui se transforme en FRETILIN (Frente Revolucionaria Timor Leste Independente) d'obédience marxiste et très méfiant vis-à-vis du voisin indonésien (Ricklefs, 1993, p. 301 ; Sanjay Dhar, 2002, p. 4). En quelques semaines, le conflit éclate entre les factions timoraises tandis que le gouverneur portugais s'enfuit dans l'île d'Atauro au large de Dili. À la suite d'une tentative coup d'État fomenté par l'UDT, le FRETILIN s'empare du pouvoir et proclame l'Indépendance de la République Démocratique de l'Est-Timor le 28 novembre 1975.

L'intervention indonésienne et ses causes

54 L'armée indonésienne, dont des éléments avaient sans doute déjà franchi la frontière en octobre, attaque Dili le 7 décembre. Après d'âpres combats, et à la suite d'un simulacre de consultation populaire, Timor-Oriental est annexé en juillet 1976 et devient la 27^e province indonésienne. Ni le Portugal ni l'ONU n'acceptent le fait accompli ; seule l'Australie reconnaît l'annexion en 1979.

55 Les raisons de l'intervention indonésienne n'ont jamais été très claires. Il est possible qu'une démonstration de force comme l'invasion de la partie orientale de Timor ait été pour le gouvernement de Jakarta, comme pour tout gouvernement autoritaire, un moyen d'asseoir son autorité. De même, le rôle des États-Unis est ambigu. À la lecture de documents déclassifiés en provenance du Département d'État, conservés à la Gerald

R. Ford Presidential Library, et récemment rendus publics (Burr et Evans, 2001), il semble qu'ils aient toléré l'opération sans véritablement la commanditer. En effet, le 5 juillet 1975, juillet ème du devenir de l'ancienne colonie portugaise est clairement évoqué lors d'une conversation à Camp David entre le président Ford, le président Suharto et le secrétaire d'État Henry Kissinger, en présence du Général Brent Scowcroft (NSA) et de M. Widodo, l'interprète indonésien. Suharto déclare : « S'ils [les Est-Timorais] veulent rejoindre l'Indonésie en tant que nation indépendante, cela est impossible parce que l'Indonésie est un État unitaire. Aussi, la seule solution consiste-elle pour eux à intégrer l'Indonésie ». Un peu plus loin, il ajoute : « Ceux qui veulent l'intégration au sein de l'Indonésie sont soumis à d'intenses pressions de la part de ceux qui sont quasiment communistes. »³⁰

- 56 Quelques mois plus tard, le compte rendu d'une réunion à Jakarta entre le président Ford, Henry Kissinger et le président Suharto est encore plus explicite. Suharto déclare : « [...] Il est maintenant important de déterminer ce que nous pouvons faire afin d'établir la paix et l'ordre dans le présent comme dans le futur, dans l'intérêt de la région et de l'Indonésie. [...] Nous souhaitons votre compréhension si nous jugeons nécessaire d'entreprendre une action rapide et énergique. »
- 57 Et le président Ford de répondre : « Nous vous comprendrons et n'exercerons pas de pressions à ce sujet. Nous comprenons votre problème et vos intentions. »
- 58 Un peu plus loin, Kissinger précise : « Quoi que vous fassiez, nous essaierons de vous soutenir du mieux que nous pourrons. »
- 59 Enfin, à la question, « Vous attendez-vous à une longue guérilla ? », Suharto répond : « Il y aura probablement une petite guérilla. [...] L'UDT représente les anciens fonctionnaires et le FRETILIN les anciens soldats. Comme dans l'armée portugaise, ils sont infestés par le communisme. »³¹
- 60 De fait, l'invasion de la partie orientale de Timor doit être replacée dans son contexte : le 30 avril 1975, les troupes communistes ont pris Saïgon, chassant ainsi les Américains d'Indochine. Le maintien de l'Asie du Sud-Est insulaire dans le camp occidental constituait donc pour eux une priorité. L'orientation marxiste du FRETILIN a joué alors indiscutablement en défaveur des Timorais.
- 61 Ce qui ne devait être qu'une promenade militaire tourne rapidement au cauchemar. Le FRETILIN mène une guérilla meurtrière et le gouvernement indonésien une dure répression. Trois campagnes dites d'« encerclement et annihilation », menées de 1977 à 1979, accompagnées de la destruction systématique des villages censés apporter une aide aux indépendantistes, et de la construction de camps pour regrouper la population, n'ont d'autre effet que de conforter la population timoraise dans son opposition au régime de Jakarta (Defert, 1992, p. 109-113). La capture, en septembre 1978, du chef du FRETILIN, F.X. do Amaral, puis la mort au combat de son successeur, M. dos Reis Lobatos, donne l'illusion que le FRETILIN a perdu la guerre, mais il n'en est rien.
- 62 Le conflit rebondit au début des années 1980. Le FRETILIN se reconstitue autour de Jose Alexandre Gusmao (Kay Rala Xanana), qui regroupe les indépendantistes de toutes tendances dans les montagnes. L'opération Pagar betis (« Rangée de gardes ») qui, de mai à septembre 1981, consiste à quadriller systématiquement le terrain en organisant de véritables « chaînes humaines », ne parvient pas à pacifier le pays... pas plus que les opérations de type Sapu bersih (« Nettoyage complet »), menées d'août 1983 à septembre 1989. L'arrestation, le 20 novembre 1992, de Xanana Gusmao (AFP, 1992, p. 6),

puis de son successeur à la tête du FRETILIN, Antonio Gomes da Costa (Ma'huno Bulerek Karathayano) en avril 1993 (UPI, Reuter, 1993) ne ramène pas non plus le calme. Konis Santana prend aussitôt leur relève (Le Monde, 4 septembre 1993).

- 63 La politique de « conquête des cœurs » menée au début des années 1990 et les gros efforts en matière de développement menés grâce à la collaboration d'un nouveau commandant militaire, le Général R. S. Warrouw et du gouverneur, Mario Viegas Carrascalao, un Timorais partisan de l'intégration, ne donnent pas les résultats escomptés (Pomonti, 1991, p. 5). Les heurts se succèdent ; certains tristement célèbres : le 12 novembre 1991, l'armée indonésienne tire sur une foule de manifestants qui tentent d'entrer dans le cimetière de Santa-Cruz où repose un manifestant tué le mois précédent par la police (AFP, AP, Reuter et UPI, 1991, p. 7). Le 26 décembre, après bien des tergiversations, le bilan officiel est « d'environ cinquante morts » et plus de « quatre-vingt-onze blessés » (Pomonti, 1991b ; Catry, 1996, p. 9)³².
- 64 Le 14 juillet 1994, une manifestation dégénère à Dili et fait plusieurs morts (AFP, 1994a, p. 5.) ; à la mi-novembre, lors de l'ouverture du sommet de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) à Bogor, de graves incidents ont lieu à Dili³³. La situation reste très tendue : des groupes d'hommes dont le visage est dissimulé par des cagoules (ninjas) opèrent de nuit contre les partisans supposés de l'Indépendance et sèment la terreur. Les incidents violents sont incessants en dépit de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'évêque du Timor-Oriental, Monseigneur Carlos Belo, et au porte-parole de la coalition indépendantiste (le CNRM, Conselho Nacional da Resistência Maubere³⁴) José Ramos-Horta le 11 octobre 1996 (Catry, 1996, p. 9). Parmi les heurts les plus sanglants dont l'écho est parvenu jusqu'en Europe : 6 Timorais tués à Liquiça par l'armée indonésienne le 12 janvier 1995 (Clerc, 1995, p. 4), 120 personnes arrêtées après 4 jours d'émeute à Dili qui font 2 morts en octobre de la même année (AFP, 1995) ; 22 morts dont 16 soldats, dans la soirée précédant les élections législatives indonésiennes, le 29 mai 1997 après que des bureaux de vote aient été mis à sac à Dili, Bacau, Ermera et Los Palos (Pomonti, 1997).

Une Indépendance acquise dans la douleur

- 65 La situation commence à évoluer à partir de 1998. La crise monétaire, économique et sociale qui se développe entraîne la chute du président Suharto. Son successeur, Jusuf Habibie fait preuve d'ouverture : le 9 juin, il déclare à la BBC qu'il est prêt à accorder un statut spécial à la 27^e province (Pomonti, 1998) ; le 27, pour la première fois depuis l'invasion de décembre 1975, les ambassadeurs du Royaume-Uni, d'Autriche et des Pays-Bas accrédités à Jakarta se rendent à Dili où deux Timorais sont abattus par les forces de l'ordre pratiquement sous leurs yeux (Philip, 1998, p. 4). Le 27 janvier 1999, Ali Alatas, ministre indonésien des Affaires Étrangères, envisage pour la première fois « une séparation dans la dignité et l'honneur » (Pomonti, 1999, p. 5).
- 66 Dès lors, le calendrier s'accélère : le 11 février, le président Habibie dénonce « le fardeau du Timor-Oriental » (Philip, 1999a, p. 3) ; le 5 mai un accord qui prévoit une consultation des habitants de la partie orientale de Timor pour le 8 août est signé entre l'Indonésie et le Portugal sous l'égide de l'ONU qui prend ses quartiers à Dili dès la fin mai (Pomonti, 1999b). Finalement, un référendum dont la date est reculée à deux reprises, est organisé par les Nations unies le 30 août 1999. Avec 98,5 % des inscrits, la participation est très élevée : 78,5 % des électeurs se prononcent en faveur de l'Indépendance rejetant donc la large autonomie proposée par Jakarta. Les résultats sont proclamés officiellement le 3 septembre par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et aussitôt entérinés par le président indonésien J. Habibie (Brana et Blum, 2000, p. 15). Xanana Gusmao, sorti

de prison et assigné à résidence à Jakarta en février, est amnistié le 4 septembre. Le 20 octobre, à Jakarta, le MPR (Majelis Permusyawaratan Rakyat, Assemblée consultative du peuple) abroge le décret qui faisait du Timor-Oriental la 27^e province indonésienne.

- 67 Cependant, le calme ne revient pas. Les milices pro-indonésiennes soutenues par certaines factions de l'armée indonésienne amplifient la terreur qu'elles font régner depuis plusieurs mois. Leur objectif est désormais de profiter de la période de transition pour liquider les partisans de l'Indépendance et réduire en cendres les infrastructures du pays. Selon un rapport interne de la mission de l'ONU à Dili dont des extraits sont publiés dans le journal *Le Monde*, dès juillet, des militants pro-intégrationnistes de l'APODETI aidés par des militaires indonésiens commencent à s'armer. Des milices pro-indonésiennes, placées sous le commandement du groupe Raja Wali des services secrets de l'armée indonésienne, se constituent (Makikit, Saka, Halikintar, Mahidi, Aitarak, BMP, Ablai, Laksaur...). Ensemble, elles totalisent près de 25 000 hommes (Naudet, 1999, p. 2). Massacres et pillages se multiplient et la famine menace. Le 6 septembre, la ville de Dili est à feu et à sang. Le personnel de l'ONU est évacué à la hâte le 10 au matin³⁵. La détérioration de la situation est telle que le gouvernement indonésien doit accepter, le 12 septembre, l'envoi de bérets bleus pour sécuriser le pays. Le 15, le Conseil de sécurité de l'ONU donne son accord au déploiement d'une force multinationale placée sous commandement australien, l'INTERFET. Dirigée par le Général Peter Cosgrove, elle commence à se mettre en place le 20 septembre ; elle est composée au départ de 7 000 hommes, dont 4 500 Australiens, 1 500 Thaïlandais et 600 Français (Brana et Blum, 2000, p. 18). Un mois plus tard, le 22 octobre, Xanana Gusmao prononce son premier discours dans Dili libérée. Les troubles se déplacent alors au Timor-Occidental où les milices pro-indonésiennes se sont repliées. L'armée indonésienne ne fait guère d'effort pour les désarmer, aussi font-elles régner la terreur parmi les populations est-timoraises qui s'y sont réfugiées.
- 68 Le 6 septembre 2000, le meurtre au Timor-Occidental de trois employés du HCR par des miliciens pro-indonésiens contraint l'ONU à évacuer ses personnels chargés de régler le problème des populations déplacées (Pomonti, 2000, p. 2).
- 69 Au Timor-Oriental, la situation se stabilise cependant peu à peu. Les Nations unies mettent en place une administration transitoire, l'UNTAET (United Nations Transitional Administration for East Timor)³⁶. Dirigée par Sergio Viera de Mello, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, elle est chargée de mener la transition vers l'Indépendance et de créer de nouvelles institutions. Elle est opérationnelle dès novembre (Sanjay Dhar, 2002, p. 5). L'UNTAET, composée d'un millier de fonctionnaires de l'ONU, s'installe à Dili dans l'ancien palais du gouverneur. Elle gère en priorité la reconstruction, la sécurité et le redémarrage économique en association avec des Timorais réunis au sein du CNC (Conseil National Consultatif) (Bourrier, 2002, p. 22). Une assemblée constituante est élue le 30 août 2001 : avec 55 sièges sur 88, elle est dominée par le FRETILIN dont le secrétaire général Mari Alkatiri devient Premier ministre (Assis et Budiaryso, 2002, p. 25). Quelques mois plus tard, le 23 février 2002, après bien des hésitations, Xanana Gusmao dont la candidature n'a pas été retenue par le FRETILIN, déclare se présenter à la présidence de la République ; il est élu contre son rival, Francisco Xavier do Amaral le 14 avril. Le lundi 20 mai, la partie orientale de Timor accède à l'Indépendance en présence du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de l'ex-président Bill Clinton, du Premier ministre australien John Howard, du président portugais Jorge Sampaio et de la présidente indonésienne Megawati Sukarnoputri (Pomonti, 2002a, p. 5).

Un cuisant échec pour la politique d'intégration menée par le gouvernement indonésien

- 70 Les Indonésiens n'ont toujours pas compris les raisons du rejet dont ils sont l'objet. Ils considèrent qu'ils ont beaucoup investi pour développer le pays sans avoir jamais été payés en retour. Un partisan de l'intégration, comme M. Hadi Soesastro par exemple, insiste longuement sur les efforts financiers réalisés en faveur du Timor-Oriental. Il énumère les principaux transferts financiers consentis par Jakarta hors salaires des fonctionnaires (dépenses de fonctionnement courant de l'administration (Subsidi Daerah Otonom.); financement pour partie des opérations de développement menées par les autorités provinciales et locales sur crédits spéciaux (Crédits Impres « Instruction présidentielle »); fonds sectoriels destinés à financer les opérations de développement menées par le gouvernement central dans la partie orientale de Timor (Anggaran seŋorita) et fait remarquer que, de 1983 à 1986, l'ensemble de ces crédits représente entre 70 et 85 % du Produit Régional Brut de la province (Soesastro Hadi, 1989, p. 219-220). Il souligne le fait que, en 1986 par exemple, les crédits Impres en faveur de la province de Timor-Est sont les plus élevés du pays (ils représentent 7 fois le montant de ceux reçus par les différentes provinces de Java et sont de 60 % supérieurs à ceux reçus par l'Irian Jaya) (ibid.). Il insiste également sur la vigueur du taux de croissance de l'économie (6 % par an, de 1983 à 1986, soit le double de la moyenne nationale) (ibid.) notamment dans les domaines des transports et des services.
- 71 C'est un fait que certaines réalisations sont impressionnantes. Dans le domaine des transports, en 1997, Timor-Oriental compte plus de 2 000 km de routes asphaltées contre une trentaine en 1975³⁷; le nombre de véhicules à moteur augmente dans des proportions considérables passant d'un peu plus de 6 000 en 1985 à plus de 23 000 en 1996³⁸. Dans le domaine sanitaire, à la veille de l'Indépendance, la province compte 10 hôpitaux, 22 pharmacies, 134 médecins généralistes et 7 spécialistes³⁹. En matière d'éducation, alors que la colonie portugaise ne comptait qu'un lycée à Dili, en 1997, il existe 17 lycées techniques (11 publics et 6 privés) et 54 lycées d'enseignement général (30 publics et 24 privés)⁴⁰. Les services se sont nettement améliorés : le nombre d'abonnés au téléphone passe de 345 en 1981⁴¹ à 5 548 en 1997⁴²; en 1997, la province dispose de 13 bureaux de poste, 6 agences bancaires⁴³.
- 72 D'où vient alors le sentiment de malaise et comment expliquer les réticences de la population timoraise ? Tout d'abord, Hadi Soesastro reconnaît lui-même qu'une partie des crédits affectés n'a jamais été dépensée : sur la période 1980-1981-1983-1984, un tiers des crédits Impres alloués aux programmes dépendant directement du gouvernement de la province n'a pas été dépensé, deux-tiers des fonds sectoriels... Il attribue cet état de fait à la faible capacité d'absorption de l'économie locale (Soesastro Hadi, 1989, p. 220). Ensuite, en dépit des efforts consentis, force est de constater qu'en 1998, le revenu per capita reste faible bien que légèrement supérieur à celui des autres îles de la Sonde orientales (respectivement moins de 1 400 000 Rp et un peu plus de 1 268 000 Rp en monnaie courante), contre près de 2 422 000 Rp dans les Moluques et 4 516 000 Rp à Bali⁴⁴.
- 73 Des pans entiers de l'économie restent à la traîne. Dans le domaine agricole, la province est très en retard : en 1995, la production de paddy est légèrement inférieure à 47 000 t⁴⁵ pour une population estimée officiellement à un peu plus de 691 000 habitants⁴⁶, soit un ratio de l'ordre de 67,5 kg/hab./an. On est donc très loin de l'autosuffisance estimée par les différents organismes internationaux à environ 175 à 185 kg/hab./an⁴⁷. Les rendements sont très modestes, de l'ordre de 1,6 t/ha en riziculture sèche et 2,7 à 2,8 t/ha en riziculture en eau, contre, par exemple, respectivement 2 et 5,3 t/ha à Bali⁴⁸ (photo 4).

En ce qui concerne le maïs, les rendements restent également faibles : 1,8 t/ha contre respectivement 2,2 et 2,4 t/ha à Sumatra et à Java⁴⁹. Quant au secteur secondaire, il est quasiment inexistant : en 1997, l'emploi industriel ne représente que 14 000 salariés, tandis que les plus gros employeurs sont, par ordre décroissant, les entreprises de tissage, de traitement du café, les marais salants... (respectivement 3 576, 908, et 623 employés). En nombre, les entreprises les plus représentées tissent, travaillent le bois, les feuilles de palmier Borassus et le fer... (respectivement 1 598, 628, 456, 350 entreprises)⁵⁰. Au final, le niveau de vie de la population reste extrêmement modeste. Le gouvernement indonésien reconnaît lui-même qu'en 1996 (donc avant la crise monétaire), près de 42 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté⁵¹, contre un peu moins de 39 et de 32 % dans les îles de la Sonde orientales et occidentales, et moins de 8 % à Bali⁵².

- 74 Les transferts de population dans le cadre de la politique de transmigration ont achevé d'indisposer les Timorais. Sur 20 ans, de 1979 à 1999, 13 950 familles, soit environ 69 000 à 70 000 personnes, pour l'essentiel d'origine balinaise, ont été installées dans la partie orientale de Timor avec l'aide du gouvernement de Jakarta. Le mouvement a débuté à l'occasion du 3^e plan quinquennal (1979-1980-1983-1984) avec l'installation de 300 familles, il s'est affirmé au cours des deux plans suivants avec le transfert de près de 3 500 familles, et s'est fortement accéléré à l'occasion du 6^e plan (1994-1995-1998-1999), période durant laquelle plus de 9 000 familles ont été transférées⁵³. Dans une province où la densité de population moyenne avoisine 50 hab./km², il est bien évident que le programme de transmigration répond à d'autres objectifs que le simple rééquilibrage de la population sur l'ensemble de l'archipel. La transmigration permet ici de jalonner les zones « pacifiées » de noyaux de peuplement fidèles et de modifier l'équilibre interne de la population. Les sites retenus sont particulièrement significatifs : dans un premier temps, Maliana sur la frontière avec le Timor-Occidental, et Lospalos dans la partie orientale, c'est-à-dire dans des régions récemment passées sous le contrôle de l'armée, puis Suai sur la côte méridionale, Tunubibi près de Bobonaro et Salele près d'Iliomar (Defert, 1992, p. 182).
- 75 Enfin, la répression féroce et les massacres commis par l'armée ont définitivement détourné la population timoraise de l'Indonésie. Au total, l'engrenage de la violence aurait fait de 30 000 à 300 000 victimes (Brana et Blum, 2000, p. 9 ; Cribb, 2000, p. 185). Compte tenu de la modestie des sources et des a priori idéologiques des uns et des autres, le bilan est difficile à préciser. Les Indonésiens minimisent évidemment les pertes. Hadi Soesastro, qui s'appuie sur trois chiffres de population (609 477 habitants en 1970, 626 546 en 1973, et 555 350 en 1980), après avoir calculé un très faible taux d'accroissement annuel de la population de 0,9 % par an sur la période 1970-1973, estime à 112 000 habitants le déficit observé en 1980.
- 76 À cette date, c'est-à-dire après 5 ans seulement d'occupation indonésienne, il évalue le nombre de victimes à moins de 100 000 compte tenu des famines et des épidémies et, surtout, des dizaines de milliers de Timorais qui, selon lui, ont fui l'ancienne province indonésienne pour ne plus y revenir (Soesastro Hadi, 1989, p. 209-210).
- 77 F. Durand remet radicalement en cause ce raisonnement. Il conteste le chiffre de 626 546 habitants retenu pour 1973, lui préférant une estimation de l'Église catholique qui donne 688 711 habitants pour 1974, en déduit que la population aurait dû être de 695 000 en 1975 et de 750 000 à 800 000 en 1981, date à laquelle les Indonésiens n'en recensent que 567 000 et l'Église catholique 425 000 (Durand, 2001, p. 218-221). Il en déduit alors que « le nombre des victimes des premiers temps de l'occupation indonésienne peut donc être évalué à au

minimum 180 000 et plus vraisemblablement entre 250 000 et 300 000 soit 35 à 43 % de la population » (ibid., p. 221).

- 78 Cependant, sans vouloir polémiquer et minimiser le traumatisme subi par les Timorais, ces chiffres semblent tout de même un peu excessifs. Il est vrai que la situation est d'autant plus complexe à évaluer que les Indonésiens ont sciemment tenté de bouleverser l'équilibre démographique de la province : ils ont installé des transmigrants, favorisé l'arrivée de migrants spontanés, de fonctionnaires et de militaires avec leur famille, ce qui fausse bien des calculs.
- 79 En fait, à supposer que le chiffre portugais de 609 477 habitants en 1970 et que celui de 787 340 établi par l'ONU en 2001 soient à peu près exacts, le seul moyen dont on dispose pour évaluer les pertes dues au conflit consiste d'abord à transposer au Timor-Oriental les taux d'accroissement annuels moyens de la population observés dans l'ensemble des îles de la Sonde orientales (hors province de Timor-Est) afin de reconstituer ce qu'aurait dû être la population en 2001, puis d'en retrancher le chiffre de population établi par l'ONU. Dans un second temps, il convient de soustraire à ce résultat le chiffre des populations déplacées tel qu'évalué par l'administration transitoire puis, dans un troisième temps, de rajouter celui des éventuels migrants tout en sachant que transmigrants, fonctionnaires et militaires indonésiens ont quasiment tous quitté le pays. Dans ces conditions, en retenant un taux d'accroissement annuel moyen de la population de 1,95 % durant les années 1970, de 1,79 % durant les années 1980, et de 1,54 % durant les années 1990⁵⁴, on déduit que la population du Timor-Oriental aurait dû être d'environ 1 044 500 habitants en 2001. Si de ce chiffre on retranche 787 340 habitants (recensement 2001) et 86 500 personnes⁵⁵ (soit 18 391 familles déplacées⁵⁶), on aboutit à un déficit de 170 000 à 171 000 personnes pour l'ensemble de la période d'occupation indonésienne. À ce chiffre il convient d'ajouter les quelques milliers d'Indonésiens, pour la plupart originaires des îles de la Sonde orientales, qui n'ont pas quitté Dili après le départ de l'administration de Jakarta et qui, pour des raisons pratiques, se sont fait recenser comme Timorais. Ce bilan est extrêmement lourd : il pèse fortement sur l'avenir du pays.

Quel avenir pour Timor Lorosa'e ? Un pays dévasté

- 80 Lorsque Timor-Oriental accède à l'Indépendance, la situation est particulièrement chaotique. L'appareil d'État n'existe plus. En octobre 1999, l'ONU décide de recréer une fonction publique locale, l'ETTA (East Timor Transitional Administration). Sa montée en puissance est progressive : 1 579 fonctionnaires timorais sont en poste en juillet 2000, 9 600 en novembre 2001. Mais le pays manque de personnel qualifié (seuls 30 % des nouveaux recrutés sont issus de l'enseignement supérieur), les salaires sont modestes (de 30 % inférieur à ceux qui sont payés par l'UNTAET) et les perspectives d'avancement pour les plus diplômés restent médiocres (Sanjay Dhar et alii, 2002, p. 106-114). Un millier de policiers est également recruté, tandis qu'est constitué un premier bataillon de défense (Bourrier, 2002, p. 22).
- 81 La tâche est immense. Nombre de Timorais, chassés par la guerre (quand ils n'ont pas été embarqués de force par les milices anti-indépendantistes) se sont réfugiés dans la province indonésienne de Timor-Occidental et doivent dorénavant être rapatriés. L'entreprise est d'autant plus ardue qu'on ignore à peu près tout d'eux, à commencer par leur nombre. La Comissão para os Direitos do Povo Maubere, qui évalue leur nombre à 250 000 en septembre 1999, estime qu'en mai 2001, 180 000 sont d'ores et déjà rentrés chez eux grâce à l'aide apportée par le HCR et l'OIM (Organisation Internationale des Migrations)⁵⁷. Les seuls chiffres un tant soit peu précis sont cependant fournis par l'ETTA

en octobre 2001. The 2001 Survey of Sucos dénombre 18 391 familles (soit environ 86 500 personnes) n'ayant pas regagné leur domicile depuis 1999⁵⁸. Ce chiffre ne doit toutefois pas faire illusion : nombre de ces « réfugiés » sont en fait des fonctionnaires ou d'anciens trans migrants qui ont fait le choix de l'Indonésie.

- 82 Le pays est dévasté : plus de 67 000 maisons ont été détruites ou rendues inhabitables, ce qui représente une moyenne de 29 destructions de bâtiments par hameau (aldeia) (photos 5a et 5b). Les districts occidentaux sont particulièrement touchés : une petite ville comme Gléno, par exemple, créée ex-nihilo par les Indonésiens au début des années 1980 pour asseoir leur autorité et servir de petit centre administratif (ibukota kabupaten) quitte à concurrencer Ermera, l'ancienne cité portugaise, centre actif de commercialisation du café, a ainsi été détruite dans sa totalité. Les districts orientaux, éloignés de la frontière avec le Timor occidental, sont proportionnellement moins touchés mais seuls les districts de Baucau, Viqueque et Manufahi ont été épargnés.
- 83 Le district de Dili a beaucoup souffert des combats : près de 8 000 habitations ont été détruites, ce qui représente presque 12 % du total des maisons dévastées dans l'ensemble du pays⁵⁹ (fig. 2a). Dans la ville même de Dili, où aucune rue n'est indemne, les symboles de la présence indonésienne ont été tout particulièrement saccagés par les milices favorables à l'intégration. Les bâtiments administratifs ont été visés les premiers : cité administrative entre les rues Candido et Kaikoli, bureaux construits le long de l'avenue Bispo de Medeiros et de la rue dos Martires da Patria... Les grands équipements construits par le gouvernement de Jakarta n'ont pas été épargnés, notamment l'hôpital construit entre les rues Nuul Laran et Tray de Befonte et le grand stade. Les lotissements construits sur le modèle indonésien pour loger les fonctionnaires ont été rasés, en particulier au sud-ouest de la ville et le long de la rue Luis dos Reis Noronha. Les émeutiers se sont également acharnés sur les vestiges de la période portugaise : Mercado municipal, caserne construite en 1830 en front de mer, avenue Gov. Alves Aldeia, maisons de commerce de la rue A. de Carvalho... Enfin, les commerces ont été pillés puis brûlés, du quartier de Colmera aux rues Jose Maria Marques et Antonio de Carvalho (fig. 2b).
- 84 Les infrastructures sont en grande partie hors d'usage : ainsi, par exemple, seuls 20 % des hameaux bénéficient de l'électricité contre 30 % avant le déchaînement des violences, ce qui signifie qu'environ les 3/4 de la population vivent sans électricité (Sanjay Dhar et al., 2002, p. 14). Les réseaux d'irrigation ont été saccagés par les milices avant leur départ. C'est le cas en particulier à la frontière avec la province indonésienne de Timor-Occidental. Les grands périmètres irrigués, construits dans le cadre du programme de transmigration à l'intention des Balinaï, de Maliana à Memo ne sont plus fonctionnels : les prises d'eau de la rivière Malibaka ont été saccagées. Enfin, le réseau routier est en piteux état. Les ponts posent notamment problème, sans que l'on sache véritablement s'ils ont été sabotés ou bien s'ils se sont effondrés d'eux-mêmes compte tenu de la piètre qualité des travaux réalisés par le gouvernement indonésien. Quoi qu'il en soit, en août 2002, c'est uniquement grâce aux ponts provisoires établis par les militaires japonais du Génie, qu'il est possible de rejoindre Ermera à partir de Dili.
- 85 La situation alimentaire est difficile dans 4 villages (suco) sur 5 en janvier, au moment de la soudure ; elle demeure délicate dans les deux-tiers des villages de novembre à février (ibid., p. 13). Le déficit alimentaire est impressionnant : chaque année, sur les 78 000 t de riz consommées, 50 000 t doivent être importées (ibid., p. 43). Il est vrai que la production agricole a fortement diminué : en 2000, par rapport à 1999, les productions de maïs et de riz ont baissé de 35 % (ibid., p. 8). Le bétail a également été volé, emporté par les milices

pro-indonésiennes lorsqu'elles se sont repliées dans la province de Timor-Occidental. Un peu moins de 300 000 têtes de gros bétail manquent ainsi fin 2001⁶⁰ (soit 13 % de l'ensemble du cheptel de 1997)⁶¹.

Quelle viabilité pour le nouvel État ?

- 86 Timor-Oriental dispose de très peu de ressources pour financer son développement, essentiellement du café et des hydrocarbures. Avec plus de 73 %, en valeur, du total des exportations du pays en 2001, le café constitue la composante majeure du commerce extérieur timorais⁶². Les plantations couvrent un peu moins de 48 000 ha. On les rencontre essentiellement dans les districts d'Ermera (58 % des superficies), de Manufahi (13 %), de Liquica (11 %) et de Ainaro (9 %), c'est-à-dire dans les montagnes de la partie occidentale du pays⁶³. Certes ce café est d'excellente qualité (C. arabica à plus de 90 %), mais les plantations sont en mauvais état : seuls un peu moins de 23 500 ha sont en production. Les rendements sont très modestes : de l'ordre de 150 kg/ha contre 1,5 t/ha au Brésil et environ 2 t/ha au Vietnam. En outre, 7 kg de cerises donnent au mieux 1 kg de café marchand alors que le rapport est de 5 pour 1 en Amérique centrale. Enfin, les cours sont très bas : en août 2002, la Cooperativa Café Timor (CCT/NCBA) qui dépend de l'USAID, achète le café arabica 15 cents le kilogramme de café cerise, ce qui est déjà bien au-delà du cours mondial⁶⁴.
- 87 Seuls les hydrocarbures paraissent, à terme, susceptibles de financer l'essor économique du pays. Timor-Oriental est, en effet, relativement bien pourvu en pétrole et, surtout, en gaz naturel. La prospection en mer de Timor est ancienne et remonte déjà à plusieurs décennies. De fait, un premier accord a été signé entre l'Indonésie et l'Australie en 1989. Il définit une « zone de coopération » (ZOC) entre les deux pays. Elle divise le Timor Gap, en trois secteurs soumis à 3 types de normes d'exploitation et de partage. La production débute en 1998 sur un premier gisement pétrolier appelé Elang Kakatua. En 4 ans, il procure environ 20 millions de barils, mais il s'épuise plus rapidement que prévu et l'arrêt de son exploitation est envisagé pour 2003⁶⁵.
- 88 Le 5 juillet 2001, sous l'égide de l'UNTAET, Australiens et Est-Timorais, parviennent à un nouvel accord d'exploitation des richesses minérales en mer de Timor, au sein de l'un des 3 secteurs précédemment définis, le JPDA (Joint Petroleum Development Authority). Dorénavant, dans ce secteur, au terme de ce qu'il est convenu d'appeler le Timor Sea Arrangement (TSA), Timor-Oriental doit recevoir 90 % des revenus pétroliers et gaziers, et l'Australie les 10 % restants. Cet accord concerne le nouveau gisement pétrolier de Bayu-Undan dont la société Philips Petroleum doit commencer la production en 2004, ainsi qu'un cinquième du gisement gazier Greater Sunrise situé en partie dans la même zone, exploité par Woodside Australian Energy. Enfin, à l'horizon 2005, le gisement de Bayu-Undan doit également produire du gaz en association avec Tokyo Electric Power Company et Tokyo Gaz Co. Ltd⁶⁶. Tant que l'exploitation n'a pas commencé, la plus grande incertitude règne cependant quant au montant total des royalties que devrait toucher l'État timorais.
- 89 Aujourd'hui, le pays est totalement dépendant de l'aide extérieure. L'économie est en grande partie artificielle. Faute de monnaie nationale, le dollar américain a été adopté. Les fonctionnaires de l'ONU, les militaires étrangers et, d'une manière générale, l'ensemble des expatriés injectent une partie de leurs émoluments dans l'économie faisant ainsi marcher commerces et services. Se développe alors une économie qui reste essentiellement urbaine et déconnectée de la réalité timoraise, ce que confirme une enquête de terrain menée rue par rue à Dili en août 2002.

- 90 Les hôtels se sont, par exemple, multipliés en deux ans parce qu'il a bien fallu loger les experts étrangers : sur les 20 hôtels que compte le centre-ville, seuls 3 étaient en activité avant l'année 2000, 7 ont ouvert en 2000, 4 en 2001 et 6 en 2002. Seuls 5 sont officiellement aux mains de Timorais, mais il s'agit en fait de Sino-Timorais, c'est-à-dire de Chinois indonésiens qui, pour des raisons de convenance, ont décidé de rester après l'Indépendance. Les autres propriétaires sont tous étrangers : 6 Chinois originaires de Singapour, de Hong Kong ou de Bangkok, 5 Australiens et 4 Portugais. Au total, en matière de chambres, les Chinois de toutes origines réalisent 59 % de l'offre, les Portugais 24 % et les Australiens 17 %. Même situation en ce qui concerne les restaurants : en dehors des restaurants d'hôtels, sur les 7 « grands » restaurants que compte le centre-ville, 5 sont chinois, 1 est portugais et 1 est australien.
- 91 Les activités commerciales sont elles aussi aux mains des étrangers. En ce qui concerne les supermarchés et les « grands magasins », mis à part 2 petits supermarchés dont les capitaux sont portugais, et un « Hello Mister » d'origine australienne, les 3 petits Department Stores de la rue José Maria Marques, ainsi que les deux supermarchés de la rue Belarmino sont possédés et gérés par des Chinois. De même, les 24 grands commerces d'alimentation sont tous chinois, ainsi que les 13 magasins d'articles électroménagers que compte la ville. Seules 16 petites échoppes (kios) sont aux mains de Timorais. Les grandes artères commerciales sont totalement dominées par les commerçants d'origine chinoise : rues José Maria Marques, Alberqueque et Colmera à l'ouest (alimentation et électroménager en particulier), avenue Bispo Medeiros au centre (électroménager, marchandises générales) et rues du 15 octobre et Santa Cruz (alimentation essentiellement) au sud-est.
- 92 On le constate, la tâche qui attend le gouvernement timorais est immense. Le risque, après des décennies de frustration, est que l'impatience populaire ne mine la capacité de réaction du nouveau gouvernement. Cette impatience face à des changements qui se font attendre est porteuse de désillusions. On comprend dans ces conditions que jalousies et rancœurs se développent : le 2 décembre 2002, une manifestation dégénère à Dili et fait deux morts (Pomonti, 2002b, p. 19). Des émeutiers s'attaquent au Parlement et à la mosquée, puis incendient des hôtels, des commerces fréquentés par les expatriés, ainsi que la maison du Premier ministre Mari Alkatitri. L'intervention du président X. Gusmao ne suffit pas à ramener le calme. Le 4 décembre, le couvre-feu nocturne est décidé (AFP et AP., 2002, p. 5.). Transformer d'anciens guérilleros en gestionnaires capables d'assurer la viabilité du nouvel État constitue le principal défi auquel est dorénavant confronté le nouveau gouvernement.

BIBLIOGRAPHIE

AFP, 1992. – L'armée indonésienne a arrêté le chef du FRETILIN. *Le Monde*, 22 au 23 novembre, p. 6.

AFP, 1994a. – Timor oriental, une manifestation est violemment réprimée par l'armée indonésienne. *Le Monde*, Paris, 16 juillet, p. 5.

- AFP, 1994b. – Nouveaux heurts entre manifestants et policiers au Timor oriental. *Le Monde*, Paris, 16 novembre, p. 3.
- AFP, 1994c. – Nouveaux heurts à Dili entre indépendantistes et policiers indonésiens. *Le Monde*, Paris, 20 au 20 novembre, p. 6.
- AFP, 1995. – *Le Monde*, 15 au 15 octobre.
- AFP, 2002. – *Le Monde*, Paris, 28 septembre, p. 4.
- AFP et AP, 2002. – Couvre-feu dans la capitale de Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 6 décembre, p. 5.
- AFP, AP, REUTER et UPI, 1991. – L'armée indonésienne a tiré sur une foule de jeunes gens. *Le Monde*, Paris, 14 novembre, p. 7.
- ASSIS A. et BUDIYARSO E., 2002. – Timor-Oriental, le jeune État prépare son avenir politique. *Tempo*, texte traduit paru dans *Courrier International*, n° 595, 28 mars-3 avril, p. 25.
- BELLWOOD P., 1992. – Southeast Asia before History, vol. 1, p. 55-136. – In : TARTLING N. (ed.). *The Cambridge History of Southeast Asia*. Cambridge : Cambridge University Press. 2 vol., 655 et 706 p.
- BIROT P., 1970. – *Les régions naturelles du globe*. Paris : Masson. 380 p.
- BOURRIER A., 2002. – Naissance réussie d'un État au Timor. *Le Monde Diplomatique*, Paris, juin, p. 22.
- BRANA P. et BLUM R., 2000. – *Aider le Timor oriental*. Rapport d'information sur la mission effectuée par une délégation de la Commission des Affaires étrangères au Timor oriental. Paris : Assemblée nationale, 32 p., 5 annexes dont 1 carte h. t. (Les documents d'information de l'Assemblée nationale, n° 2449).
- C.F., 2000. – Chronologie de l'histoire du Timor (1512-1945), suivie des événements récents (1975-1999). *Latitudes, Cahiers Lusophones*, n° 8, p. 12-20.
- CAMOËS L. DE, 1572. – *Les Lusiades*. Traduction de Roger Bismut. Paris : Les Belles Lettres, 1980. 390 p.
- CAPELL A., 1944. – Peoples and languages of Timor. *Oceania*, vol. XIV, n° 3, 1re partie, p. 191-219 ; 2e partie, p. 311-337.
- CAREY P. et BENTLEY G.C. (eds), s.d. – *East Timor at the Crossroads : the Forging of a Nation*. Cassell : SSRC, 259 p.
- CATRY J.-P., 1996. – Le combat oublié du Timor-Oriental. *Le Monde Diplomatique*, Paris, décembre, p. 9.
- CLERC J.-P., 1995. – L'Indonésie reste inflexible sur sa présence à Timor-Est. *Le Monde*, Paris, 3 mars, p. 4.
- COMISSAO PARA OS DIREITOS DO POVO MAUBERE, 2001. – Les réfugiés de Timor oriental en Indonésie, L'affaire du « recensement » de mai-juin 2001. *Lusotopie*, p. 243-253.
- CRIBB R., 2000. – *Historical Atlas of Indonesia*. Londres : Curzon Press ; Singapour : New Asian Library. 256 p.
- DAMPIER G., 1723. – *Voyage aux terres australes, À la Nouvelle-Hollande, Ou l'on a joint : I. Le Voyage du Capitaine Wood, à travers le Détroit de Magellan, & c. ; II. Le Journal de l'Expédition du Capitaine Sharp ; III. Le Voyage autour du Monde du Capitaine Cowley ; IV. Le Voyage du Levant de M. Robert*. Rouen : Jean-Baptiste Machuel.
- DAVEAU S. et RIBEIRO O., 1973. – *La zone intertropicale humide*. Paris : A. Colin. 276 p. (Collection U).

- DEFERT G., 1992. – *Timor Est, Le génocide oublié, Droits d'un peuple et raisons d'États*. Paris : L'Harmattan. 323 p.
- DURAND F. et alii, 2000. – À propos de Timor-Oriental, Retour sur le discours indonésien. *Lettre de l'Afrase*, n° 51, p. 10-13.
- DURAND F., 2001. – Timor Loro Sa'e : la destructuration d'un territoire. *Lusotopie*, p. 215-232.
- EAST TIMOR TRANSITIONAL ADMINISTRATION ; ASIAN DEVELOPMENT BANK, Bangkok ; WORLD BANK, Washington and UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME, New York, 2001. – *The 2001 Survey of Sucos, Initial Analysis and Implications for Poverty Reduction*. 69 p.
- EIBY G.A., 1974. – La sismicité de l'Asie méridionale. – In : *Ressources naturelles de l'Asie tropicale humide*. Paris : UNESCO. p. 131-155.
- ESMARA H., 1979. – Prospek Pembangunan Daerah Timor Timur. *Prisma* 7, p. 3-16 cité par S OESASTRO H., 1989. – *East Timor : Questions of Economic Viability*, p. 224.
- FONTANEL J., CHANTEFORT A. et LEGRIS P., 1978-1980. – *Bioclimats du monde indonésien*. Pondichéry : Institut Français de Pondichéry ; Jakarta : Ambassade de France, CEDUST, Travaux de la Section Scientifique et Technique, tome XVI, 104 p., 4 cartes h. t.
- HAMILTON WARREN B., 1998. – Plate tectonics and island arcs. *Geological Society of America Bulletin*, vol. 100, oct., p. 1503-1527.
- INDONÉSIE, BIRO PUSAT STATISTIK (B. P.S.),
- 1981. – *Penduduk Indonesia 1980 Menurut Propinsi dan Kabupaten/Kotamadya, Hasil Pencacahan Lengkap Sensus Penduduk 1980*, Série L, n° 2, Jakarta, 31 p.
 - 1982. – *Buku Saku Statistik Indonesia, Statistical Pocketbook of Indonesia 1980-1981*, Jakarta, 442 p.
 - 1984. – *Statistik Indonesia 1983, Statistical Yearbook of Indonesia*, Jakarta, 709 p.
 - 1991a. – *Penduduk Indonesia, Hasil Sensus Penduduk 1990*, Série L1, Jakarta, 554 p.
 - 1991b. – *Penduduk Nusa Tenggara, Maluku dan Irian Jaya Menurut Propinsi dan Kabupaten/Kotamadya, Hasil Pencacahan Lengkap Sensus Penduduk 1980*, Série L, n° 7, Jakarta, 1981, 141 p.
 - 1992. – *Penduduk Indonesia, Hasil Sensus Penduduk 1990*, Série S, n° 2, Jakarta, 468 p.
 - 1996. – *Penduduk Indonesia, Hasil Survei Penduduk Antar Sensus 1995*, Jakarta, 537 p.
 - 1999. – *Statistik Indonesia, Statistical Yearbook of Indonesia 1998*, Jakarta, 594 p.
 - 2000a. – *Statistik Indonesia, Statistical Pocketbook of Indonesia 1999*, Jakarta, 610 p.
 - 2000b. – *Produk Domestik Regional Bruto Kabupaten/Kotamadya 1995-1998*, Jakarta, 139 p.
- INDONÉSIE, BADAN PUSAT STATISTIK (B. P. S.) Timor Timur, 1998. – *Timor Timur dalam Angka 1997*. 322 p.
- JACOBS M., 1974. – Panorama botanique de l'archipel malais. In : *Ressources naturelles de l'Asie tropicale humide*. Paris : UNESCO. 490 p.
- JOLLIFFE J., 1978. – *East Timor, Nationalism & Colonialism*. St. Lucia : University of Queensland Press. 362 p.
- LEBAR F. M. (ed.), 1972. – *Ethnic Groups of Insular Southeast Asia*. New Haven : Human Relations Area Files Press. 226 p., 9 cartes h. t.

Memorandum of Conversation between Presidents Ford and Suharto, 5 juillet 1975, 12 h 40 p.m.-2 h 00 p.m., Gerald R. Ford Library, National Security Adviser Memoranda of Conversations, Box 13, 5 juillet, 1975 – Ford, Kissinger, Indonesian President Suharto, in : Burr W. et Evans M. L. (eds), 2001.

NAUDET, J.-B., 1999. – L'Indonésie accepte l'envoi de « casques bleus » au Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 14 septembre, p. 2.

OLDEMAN L.R., IRSAL LAS et MULADI, 1980. – *The agroclimatic maps of Kalimantan, Maluku, Irian Jaya and Bali, West and east Nusa Tenggara*. Bogor : Central Research Institute for Agriculture. 32 p., 3 cartes h. t.

ORMELING F.J., 1956. – *The Timor Problem, a geographical interpretation of an underdeveloped Island*. La Haye : Martinus Nijhoff. 284 p.

PHILIP B., 1998. – Le Timor-Oriental dans l'après-Suharto, entre la violence et un mince espoir d'ouverture. *Le Monde*, Paris, 1er juillet, p. 4.

PHILIP B., 1999. – Le président indonésien est favorable à l'indépendance du Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 13 février, p. 3.

PIGAFFETTA A., an IX (1801). – *Premier voyage autour du monde Par le Chevr. Pigafetta, sur l'escadre de Magellan, pendant les années 1519, 20, 21 et 22 ; Suivi de l'extrait du Traité de Navigation du même auteur ; et D'une Notice sur le chevalier Martin Behaim, avec la description de son Globe Terrestre*. Orné de cartes et de figures. Paris : H.J. Jansen. 415 p.

POMONTI J.-C., 1991a. – La politique indonésienne de « conquête des cœurs » a été réduite à néant par le massacre de Dili. *Le Monde*, Paris, 18 décembre, p. 5.

POMONTI J.-C., 1991b. – *Le Monde*, 28 décembre.

POMONTI J.-C., 1994. – La situation au Timor oriental préoccupe Jakarta. *Le Monde*, Paris, 15 novembre, p. 3.

POMONTI J.-C., 1997. – En Indonésie, les guérilleros du Timor frappent la veille des élections. *Le Monde*, Paris, 30 mai.

POMONTI J.-C., 1998. – L'Indonésie se dit prête à accorder un « statut spécial » au Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 11 juin.

POMONTI J.-C., 1999a. – L'Indonésie envisage pour la première fois l'indépendance de Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 29 janvier, p. 5.

POMONTI J.-C., 1999b. – L'ONU somme l'Indonésie de respecter l'accord sur le Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 26 mai.

POMONTI J.-C., 2000. – En plein sommet, l'ONU se retire du Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 8 septembre, p. 2.

POMONTI J.-C., 2002a. – La proclamation de la République de Timor-Oriental s'apparente à un succès pour les Nations unies. *Le Monde*, Paris, 19 au 19 mai, p. 5.

POMONTI J.-C., 2002b. – Triste rappel des réalités au Timor-Oriental. *Le Monde*, Paris, 19 décembre, p. 19

PURCELL V., 1951-1981. – *The Chinese in Southeast Asia*. Petaling Jaya : Oxford University Press. 624 p.

RICHER Ph., 1981. – *L'Asie du Sud-Est, Indépendances et communismes*. Paris : Imprimerie nationale. 430 p.

- RICKLEFS M.C., 1991-1993. – *A History of Modern Indonesia since c. 1300*. Londres : Macmillan, 378 p.
- SANJAY DHAR et alii, 2002. – *East Timor, Policy Challenges for a New Nation*. Dili, Asie de l'Est et Pacifique : Banque Mondiale. 151 p., 1 carte h. t., multigr.
- SOESASTRO HADI, 1989. – East Timor : Questions of Economic Viability. – In : HILL H. (ed.). – *Unity and Diversity, Regional Economic Development in Indonesia since 1970*. Singapour : Oxford University Press, p. 207-229.
- TAYLOR J. G., 1997. – The Emergence of a Nationalist Movement in East Timor. – In : CAREY P. et BENTLEY C. *East Timor at the Crossroads : The Forging of a Nation*. Londres : Cassell, SSR, p. 25.
- Télégramme 1579 de l'Ambassade US de Jakarta au Secrétaire d'État du 6 décembre 1975 (texte de la discussion Ford-Kissinger-Suharto), Gerald R. Ford Library, Kissinger-Scowcroft Temporary Parallel File, Box A3, Country File, Far East-Indonesia, State Department Telegrams 4 janvier 1975-9/22/76, in : BURR W. et EVANS M. L. (eds), 2001.
- THOMAZ L. F. F. R., 2002. – *Babel Loro Sa'e o Problema Linguistico de Timor-Leste*. Lisbonne : Ministério Dos Negocios Estrangeiros, Instituto Camoes. 181 p.
- TIMOR LOROSA'E, Komisi Perencanaan, Dili, 2002. – *Laporan Keadaran Negara*. Dili, multigr., 146p.
- TRAUBE E. G., 1995-1997. – Mambai Perspectives on Colonialism and Decolonization. – In : CAREY P. et BENTLEY G. C. (eds). *East Timor at the Crossroads : The Forging of a Nation*. Londres : Cassell, SSR, p. 42-55.
- UPI, REUTER, 1993. – Timor oriental, Arrestation du chef de la résistance indépendantiste. *Le Monde*, Paris, 7 avril.
- WALLACE A. R., 1869. – *The Malay Archipelago : The Land of the Orang-Utan, and the Bird of Paradise, A Narrative of Travel, with Studies of Man and Nature*. New York : Harper & Brothers ; Singapour : Oxford University Press, avec une introduction de John Bastin, 1986, 638 p. et XXVII p.
- WEATHERBEE D. E., 1966. – Portuguese Timor : an Indonesian Dilemma. *Asian Survey*, vol. 6, décembre.
- ZAINU'DDIN AILSA G. T., 1980. – *A Short History of Indonesia*. Auckland : Cassell. 312 p.

NOTES

1. Indonésie, B. P. S. Timor Timur, 1998, tabl. 1.1.1, p. 2.
2. Indonésie, B. P. S. Timor Timur, 1998, tabl. 1.1.7, p. 10.
3. Ibidem, tabl. 1.1.4, p. 7.
4. Indonésie, B. P. S. Timor Timur, 1998, tabl. 1.1.7, p. 10.
5. Fontanel, Chantefort et Legris, 1978-1980, cartes h. t., n° II et n° III.
6. Ibidem, p. 48 et 50.
7. Oldeman, Irsal Las et Muladi, 1980, carte h. t.
8. Fontanel et al., op. cit., carte h. t. n° III.
9. Ibidem.
10. « Les hommes sont également nus, mais ils ont le cou garni de plaques rondes d'or, et leurs cheveux sont retenus par des peignes de roseau ornés d'anneau (sic) d'or. Quelques-uns au lieu d'anneau d'or, portent aux oreilles le cou d'une gourde desséchée. » (Pigafetta, 1801, p. 214)
11. « Ces peuples sont Gentils. » (Ibidem, p. 215)

- 12.« Le sandal blanc ne se trouve que dans cette île. » (Ibidem, p. 214)
- 13.« C'est ici que ceux de Malaka et de Java font tout le trafic du bois de sandal et de la cire. Nous y trouvâmes aussi une jonque venue de Lozon pour faire le commerce de sandal. » (Ibidem, p. 214-215)
- 14.« J'allai à terre tout seul pour traiter avec le chef du village qui s'appeloit Amaba, afin d'en obtenir quelques vivres. Il m'offrit des buffles, des cochons et des chèvres [...]. » (Ibidem, p. 213)
- 15.Une carte des comptoirs portugais en Insulinde aux xvie et xviiie siècles est reproduite dans Cribb Robert, 2000, p. 105.
- 16.Indonésie, B. P. S., 1991, tabl. 1.1 et 1.3, p. 11 et 13.
- 17.Indonésie, B. P. S. Timor Timur, 1998, tabl. 1.1.1, p. 2.
- 18.Sous la pression des Dominicains soucieux de préserver les petites communautés chrétiennes du littoral, une troupe portugaise venue de Solor et commandée par Francisco Fernandes ravage Wehale et soumet Sonbai.
- 19.De Larantuka, petit port portugais de la côte septentrionale de Flores.
- 20.Les 4 kabupaten indonésiens de Kupang, Timor Tengah Selatan, Timor Tengah Utara et Belu sont peuplés de 826 050 hab. en 1971 (Indonésie, Biro Pusat Statistik, 1981a, tabl. 2, p. 17).
- 21.Indonésie, B. P. S., 1981b, tabl. 4, p. 70-71 et tabl. 3, p. 90-91.
- 22.Faute de données datant de la fin de la période portugaise, on est contraint d'utiliser les premières données collectées par les Indonésiens.
- 23.Indonésie, B. P. S., 1981b, tabl. 5, p. 72-73 et tabl. 6, p. 96-97.
- 24.Compte tenu de la structure de l'annuaire statistique, la stricte comparaison terme à terme est impossible.
- 25.Indonésie, B. P. S., 1984, tabl. I.1, p. 3 et tabl. IV.1.3, p. 124-125.
- 26.Indonésie, B. P. S., 1981b, tabl. 6.1, p. 96-97.
- 27.Indonésie, B. P. S., 1981b, tabl. 8, p. 98-99.
- 28.Ibidem.
- 29.Indonésie, B. P. S., 1982, tabl. IV.1.2, p. 110.
- 30.Memorandum of Conversation between Presidents Ford and Suharto, 5 juillet 1975.
- 31.Télégramme 1 579 de l'Ambassade US de Jakarta au Secrétaire d'État du 6 décembre 1975.
- 32.Le bilan définitif s'établira à 271 morts, 382 blessés, plus de 250 disparus.
- 33.Pomonti, 1994, p. 3 ; AFP, 1994b, p. 3 ; AFP, 1994c, p. 6.
- 34.Le CNRM, fondé en 1986, constitue la branche politique du FRETILIN (Cribb R., 2000, p. 186).
- 35.Colvin M., Dans le camp de l'ONU, pris au piège de la terreur, une journaliste du Sunday Times raconte une semaine de siège, traduit de l'anglais par G. Villeneuve, Le Monde, 14 septembre 1999, p. 3.
- 36.Créée par la résolution 1 272 du 25 octobre 1999.
- 37.Indonésie, B. P. S. Timor Timur, 1998, tabl. 8.1.1, p. 217.
- 38.Ibidem, tabl. 8.2.1, p. 220.
- 39.Ibidem, tabl. 4.2.1 et 4.2.2, p. 95.
- 40.Ibidem, tabl. 4.1.10 et 4.1.11, p. 77-80.
- 41.Indonésie, B. P. S., 1984, tabl. VIII.5.3, p. 462.
- 42.Indonésie, B. P. S., 2000a, tabl. 8.5.3, p. 397.
- 43.Ibidem, tabl. 8.3.1, p. 222 et 9.2.8, p. 264D.
- 44.Indonésie, B. P. S., 2000b, tabl. 81, 78, 79, 76, p. 78-83.

- 45.Indonésie, B. P. S., 2000a, tabl.5.1.6, p. 158.
- 46.Indonésie, B. P. S., 1996, tabl. 08.9, p. 111.
- 47.400 g de riz par jour et par personne, soit, par an et par habitant, 140 à 150 kg de riz ou 175 à 185 kg de paddy.
- 48.Indonésie, B. P. S., 2000a, tabl. 5.1.10 et 5.1.11, p. 162-163.
- 49.Ibidem, tabl. 5.1.17, p. 169.
- 50.Indonésie, B. P. S. Timor Timur, 1998, tabl. 6.1.3, p. 170-172.
- 51.En 1996, le seuil de pauvreté correspond à un revenu mensuel de 27 905 Rp en zone rurale et de 38 246 Rp en zone urbaine (Indonésie, BPS, 1999, p. 569).
- 52.Indonésie, B. P. S., 2000a, tabl. 12.5, p. 595.
- 53.Indonésie, ministère de la Main-d'œuvre et de la Transmigration, Direction Générale de la Mobilité de la Population, 2001, Realisasi Penampatan Transmigran Berdasarkan Propinsi Daerah Penampatan sejak kolonisasi s/d PELITA VI. Document aimablement communiqué par M. Epi Tasrif.
- 54.Indonésie, B. P. S., 1981a, tabl. 1, p. 9 ; Indonésie, Biro Pusat Statistik, 1992, tabl. 05.9, p. 24 ; East Timor Transitional Administration, 2001, tabl. 3.3, p. 34.
- 55.Sur la base de 4,70 individus par famille conformément à East Timor Transitional Administration, 2001, tabl. 3.4, p. 35-36.
- 56.East Timor Transitional Administration, 2001, tabl. 12.1, p. 62-64.
- 57.Comissao para os Direitos do Povo Maubere, 2001, p. 243-245.
- 58.East Timor Transitional Administration, 2001, tabl. 12.1, p. 64.
- 59.Ibidem, p. 62-64.
- 60.Selon les standards internationaux : 1 tête de gros bétail (buffle, bœuf) = 2 têtes de petit bétail (porc, chèvre, mouton). East Timor Transitional Administration et al., 2001, p. 61-64.
- 61.Indonésie, B. P. S. Propinsi Timor Timur, 1998, tabl. 5.5.1, p. 164
- 62.2 902 000 \$ sur un total de 3 955 000 \$ en 2001. Ministry of Planning and Finance, Statistics Office, données aimablement communiquées par D. Brackfield.
- 63.Indonésie, B. P. S. Timor Timur, 1998, tabl. 5.2.3, p. 146.
- 64.Données aimablement communiquées par M. P. Gauthier, Coopérative Café Timor, Dili, le 26 août 2002.
- 65.Timor Lorosa'e, Komisi Perencanaan, 2002, p. 97 et Sanjay Dhar et al., 2002, p. 73.
- 66.Timor Lorosa'e, Komisi Perencanaan, 2002, p. 98.

RÉSUMÉS

La partie orientale de l'île de Timor a accédé à l'Indépendance dans un climat de violence extrême le 20 mai 2002, après quatre siècles et demi de colonisation portugaise et plus de 25 ans d'occupation indonésienne. La naissance de ce nouvel État est l'occasion de soulever trois types de questions : l'origine et les fondements du nationalisme timorais, les motifs de l'échec de la politique d'intégration menée par le gouvernement de Jakarta, les perspectives d'avenir de ce pays bien fragile.

The birth of Timor Loro'Sae, a new State. The Eastern part of Timor Island became an independant state on 20 th may 2002, after four centuries and a half of Portugese colonization and more than 25 years of indonesian military occupation. Therefore three types of questions occured concerning the origin of Timorese nationalism, the reasons of the collapse of the Indonesian integrationist policy, and the future of this newly born state.

INDEX

Keywords : East Timor, Independence, Indonesia, Portugese colonization, Sunda Islands

Mots-clés : colonisation portugaise, îles de la Sonde, Indépendance, Indonésie, Timor-Oriental

AUTEUR

OLIVIER SEVIN

Professeur de Géographie de l'Asie et du Pacifique, Université de Paris IX